# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

entides
Э

Dossier: CM-2019-6076

Dossier accréditation : AM-1002-9442

Montréal, le 29 novembre 2019

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

#### Ville de Sainte-Adèle

Employeur

et

Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Ville de Sainte-Adèle (CSN)

Association accréditée

### DÉCISION

\_\_\_\_\_

#### ATTENDU

qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (chapitre C-27), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

#### **ATTENDU**

que l'employeur visé par la présente décision constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

CM-2019-6076 2

### **ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés de la Ville de Sainte-Adèle sauf ceux exclus par la Loi, l'assistante-secrétaire de la ville, le directeur des loisirs, le surintendant de l'usine de filtration, le directeur du service des permis, de l'inspecteur municipal, ceux de la bibliothèque, ceux employés au projet d'initiatives locales. »

De : Ville de Sainte-Adèle

1381, boulevard de Sainte-Adèle Case postale 1108 Sainte-Adèle (Québec) J8B 1A3

# Établissements visés :

Tous ses établissements dont ceux situés à Sainte-Adèle et à Mont-Rolland;

**ATTENDU** qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

## EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

**ORDONNE** à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des

services essentiels et de se conformer aux exigences des articles

111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

**SUSPEND** l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée

se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

Mme Julie Albert Pour l'employeur

DM/ÉL/mg